



**SOMMAIRE**

	Pages
Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité <i>ad hoc</i> pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [suite].....	47
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte.....	53
Comptes rendus de la Commission.....	55

**Président: M. Santiago PEREZ PEREZ (Venezuela).**

**Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2428] (suite)**

[Point 33\*]

1. M. ABOU-AFIA (Egypte) souligne l'intérêt que la délégation égyptienne attache au Chapitre XI de la Charte et rappelle les initiatives qu'elle a prises ou appuyées pour en maintenir la portée. A l'occasion des débats sur cette question, les représentants des Membres administrants ont affirmé que l'Assemblée générale n'était pas compétente pour examiner si un territoire avait atteint l'autonomie complète; ils ont allégué qu'aucun texte ne lui conférerait ce pouvoir. Leur point de vue s'est notamment exprimé dans les réserves formulées par le représentant de la Belgique, réserves qui sont rappelées à l'alinéa *b* du paragraphe 40 du rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2428] et dont M. Abou-Afia cite à nouveau le texte. Fidèle à la Charte et à ses propres principes, la délégation égyptienne ne peut que s'élever contre cette manière de voir. Le Chapitre XI énonce des engagements contractuels qui ont fait l'objet d'un accord entre tous les Etats Membres et auxquels aucun Etat Membre ne peut se soustraire par un acte ou une déclaration de caractère unilatéral. Admettre le contraire serait permettre aux Membres administrants d'annuler trop aisément les dispositions du Chapitre XI. Il ne fait aucun doute que le sens de ce chapitre ne dépend aucunement de l'interprétation unilatérale qu'en donnent les Membres administrants.

2. Rien n'autorise à invoquer en l'occurrence les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. En effet, de même qu'en droit privé les obligations contractuelles sont conçues comme une restriction volontaire de la liberté individuelle, de même les engagements internationaux constituent une restriction volontaire de

la souveraineté des Etats — sous réserve, bien entendu, de l'objet de ces engagements. Ce principe s'applique à tous les engagements internationaux; il s'ensuit que les restrictions prévues au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte ne sont valables que pour les questions qui ne sont pas traitées dans la Charte, ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne les territoires non autonomes, puisque ceux-ci font l'objet du Chapitre XI. L'Assemblée générale a donc le droit, et même le devoir, de veiller à ce que tous les Etats qui ont signé la Charte remplissent les engagements qui en découlent. A cet effet, l'Assemblée a pris une série de décisions; notamment, elle a créé le Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs, dont les travaux ont abouti à l'élaboration d'une liste de facteurs.

3. La délégation égyptienne tient à remercier le Comité du travail qu'il a accompli; elle estime que, dans l'ensemble, la liste qu'il a mise au point est satisfaisante. Avec quelques modifications, destinées à assurer plus effectivement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cette liste pourra servir des fins pratiques, sans que l'Assemblée soit pour autant dispensée d'examiner chaque cas particulier en fonction des éléments qui le caractérisent. La délégation égyptienne se propose de présenter un projet de résolution tendant à modifier la liste des facteurs dans le sens que M. Abou-Afia vient d'indiquer.

4. M. LANNUNG (Danemark) s'associe aux remerciements adressés aux membres et au secrétariat du Comité *ad hoc*, dont les travaux ont éclairé les divers aspects du problème et permis aux délégations de préciser leur position. La délégation danoise est disposée à approuver le rapport et à accepter la liste des facteurs qui y figure. La classification de ces facteurs en trois parties lui semble judicieuse. Enfin, elle est d'avis que les travaux accomplis jusqu'à présent sont suffisants et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de proroger le Comité *ad hoc*.

5. Parmi les facteurs énumérés dans le rapport du Comité, il en est un qui revêt une importance essentielle: l'opinion des populations du territoire librement exprimée, en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent. Ce facteur s'applique non seulement à la cessation de la communication des renseignements, mais encore au fait de commencer à fournir ces renseignements. Tous les Etats Membres devront s'inspirer de la liste des facteurs pour s'interroger et se prononcer sur la question de savoir s'ils devraient communiquer des renseignements au sujet de territoires pour lesquels ils n'ont pas adressé de rapport jusqu'à présent.

6. En ce qui concerne la question de compétence, la position que la délégation danoise a prise aux précédentes sessions n'a pas varié: elle estime que c'est à l'Etat responsable de l'administration d'un territoire qu'il appartient de déterminer le statut constitutionnel du territoire placé sous sa souveraineté. Aucune des

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

dispositions du Chapitre XI ne saurait être interprétée comme modifiant ce principe de quelque façon que ce soit. Le Danemark a toujours été disposé à communiquer à l'Organisation des Nations Unies des renseignements relatifs non seulement à la situation économique, sociale et de l'enseignement touchant le territoire qu'il administre, mais encore à la situation politique et à l'évolution du statut constitutionnel de ce territoire. Néanmoins, il n'a jamais considéré que l'Organisation des Nations Unies pourrait, de ce fait, examiner ou reviser une mesure qui aurait été adoptée par les organes constitutionnels du Danemark.

7. M. Lannung retrace pour la Commission les étapes de l'évolution constitutionnelle du Groenland. En 1951, la délégation danoise avait déjà annoncé au Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte<sup>1</sup> que le Groenland souhaitait être représenté directement au Parlement danois. En 1952, le Conseil national du Groenland a adopté, à l'unanimité, une motion exprimant le désir de voir le Groenland associé au Danemark en tant que partie intégrante de la métropole, sur un pied d'entière égalité avec les autres parties du Danemark, et représenté au Parlement danois; il demandait, en outre, que la Constitution danoise fût amendée à cet effet. Le Gouvernement et le Parlement danois ont fait droit à ces aspirations. La nouvelle Constitution danoise, adoptée par le Parlement et ultérieurement approuvée par un référendum de la population danoise, dispose en son article premier que le Groenland est devenu une partie intégrante du Danemark, et qu'il a, de ce fait, le même statut que les autres parties de ce pays. La population du Groenland jouit actuellement des mêmes droits que le reste de la population danoise. En raison de ce changement constitutionnel, le Groenland n'est donc plus un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte. Aussi, conformément à la résolution 222 (III) de l'Assemblée générale, le Gouvernement danois a envoyé au Secrétaire général une note datée du 3 septembre 1953, par laquelle il l'informait de cette évolution et à laquelle étaient joints un mémoire explicatif, une traduction de la Constitution danoise et les procès-verbaux des séances auxquelles le Conseil national du Groenland avait examiné, puis adopté à l'unanimité, les changements en question. Le Gouvernement danois sait que, conformément à la résolution 448 (V), cette documentation sera présentée au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, à sa prochaine session, mais la délégation danoise a tenu à en informer dès à présent la Quatrième Commission.

8. La décision du Gouvernement danois est entièrement conforme au facteur fondamental que M. Lannung a souligné, à savoir la volonté librement exprimée des populations du territoire. Elle a été accueillie avec joie tant par la population du Groenland que par la population du Danemark, toutes deux persuadées que cet ordre nouveau servira au mieux les intérêts du Groenland et que le gouvernement et le Parlement, où les habitants du Groenland siègent maintenant avec leurs compatriotes, continueront de faire tout leur possible pour favoriser le bien-être de la population de ce territoire.

9. M. ABOU KHADRA (Arabie saoudite) déclare que la Commission est chargée de lourdes responsabilités, dont elle doit s'efforcer de s'acquitter dans un esprit de coopération en s'appuyant sur les Chapitres XI, XII et XIII de la Charte et en s'inspirant des buts

et principes que la Charte a proclamés. Il est possible de remplir cette mission en recherchant des solutions qui s'inscrivent dans le cadre de la Charte, mais encore faut-il que tous les membres de la Commission s'entendent sur leur interprétation qu'ils donnent de ceux des articles qui doivent inspirer ses travaux. Il s'est trop souvent manifesté une tendance à restreindre la portée des travaux de la Commission, voire même sa compétence, à l'aide d'arguments juridiques qui s'écartent du sens réel de la Charte ou d'une interprétation rigide de ses dispositions. Si l'on veut atteindre les buts fixés par la Charte, il faut interpréter celle-ci plus largement et M. Abou Khadra espère que les débats sur la question des facteurs ne donneront pas lieu à de sérieuses controverses et que, grâce à un esprit de coopération sincère, la Commission pourra aboutir à des résultats féconds, qui permettront de rapprocher les points de vue de certains groupes.

10. La délégation de l'Arabie saoudite tient à rendre hommage à la façon dont le Comité *ad hoc* s'est acquitté de sa tâche. Elle estime cependant que, si nombreux que soient les facteurs qui y figureraient, aucune liste ne saurait être considérée comme complète ou définitive. Cette liste doit donc demeurer constamment à l'étude et être soumise à des revisions. L'Assemblée générale devrait donc renvoyer au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, dans le cadre de ses tâches et responsabilités normales, la liste des facteurs et la question de leur interprétation et des mises au point à y apporter pour tenir compte des changements qui surviennent dans la situation. Il serait bon qu'un projet de résolution à cet effet soit déposé et que la Commission l'adopte. D'autre part, la liste des facteurs ne peut constituer qu'un guide, un ensemble de critères permettant de mesurer le degré de développement d'un territoire et de se prononcer, dans de meilleures conditions, sur la question de savoir si ce territoire a accédé à l'autonomie complète. En outre, étant donné la diversité des caractéristiques des différents territoires dépendants, ces critères doivent être appliqués avec une grande souplesse. Cet élément est de la plus haute importance.

11. Contrairement au Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs, M. Abou Khadra ne pense pas que la définition de la notion d' "autonomie complète" doive poser de sérieuses difficultés. Pour l'élaborer, il suffit de prendre conscience des aspirations des peuples dépendants et de se fonder sur deux principes: celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte, et celui de la primauté des intérêts des habitants des territoires non autonomes, énoncé à l'Article 73. On peut aisément définir la notion d'autonomie complète, objectif suprême fixé par la Charte, en fonction de ces principes: autonomie complète signifie indépendance souveraine. Si l'on considère les mouvements populaires qu'on enregistre actuellement en faveur de l'indépendance complète, on peut douter que les peuples dépendants choisissent librement une forme d'autonomie qui n'équivaudrait pas à la souveraineté pleine et entière. Il importe peu qu'après avoir accédé à l'indépendance un territoire non autonome décide de s'associer à la métropole ou à un autre pays, dans la mesure où cette association est postérieure à l'indépendance; sinon l'on aurait de sérieuses raisons de douter que le territoire dépendant l'ait librement choisie.

12. En ce qui concerne les critères qui permettent de décider si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est garanti, la délégation de l'Arabie

<sup>1</sup> Voir A/AC.35/SR.34.

saoudite accepte la liste que le Comité a donnée dans la section IV de son rapport; elle attache une importance particulière aux points D, E et F; en effet, si l'on veut assurer le respect du principe de la primauté des intérêts des autochtones, il faut absolument que la population puisse exprimer son opinion sans aucune pression de la part des Puissances administrantes. Le point E (A/2428, par. 15) apporte au point D (A/2428, par. 15) un complément indispensable, car, si les Puissances administrantes ne donnent pas l'assurance que l'opinion de la population sera respectée, rien ne permettra de déterminer les aspirations réelles des populations intéressées. Enfin, le point F (A/2428, par. 21) est le seul facteur sur lequel on puisse se fonder pour décider si un territoire a volontairement consenti une limitation de sa souveraineté en faveur de la métropole ou d'un autre pays. Certaines régions demeurent associées à la métropole contre la volonté de leurs habitants; les pays métropolitains ont toujours prétendu que cette association avait été effectuée avec le plein accord des deux parties. Si tel est bien le cas, ces pays n'ont aucune raison de faire des réserves quant au point F; s'ils l'acceptaient, les doutes qui peuvent exister dans l'esprit de certains disparaîtraient. Le fait même qu'un territoire non autonome est libre de modifier son statut par des voies démocratiques — c'est-à-dire, en l'occurrence, de se retirer d'une association dont il faisait partie — prouve irréfutablement que cette association ne lui a pas été imposée.

13. M. Abou Khadra passe à la liste des facteurs présentée par le Comité *ad hoc* (A/2428, section VI). A son avis, il faudrait supprimer le facteur A. 3 de la deuxième partie, qui vise en fait une limitation de la souveraineté et de l'indépendance. Il est vrai que le droit d'abandonner une partie de sa souveraineté en faveur d'une entité plus large constitue l'un des attributs de la souveraineté; mais les Etats qui ont récemment acquis leur indépendance en sont bien trop jaloux pour accepter de conclure un accord qui pourrait la limiter. La situation du Proche-Orient, où les éléments d'une même nation ont été partagés pour servir les intérêts des Puissances coloniales et s'efforcent de réaligner progressivement une union plus étroite, ne joue pas en l'occurrence. La délégation de l'Arabie saoudite accepte sans réserve les autres facteurs, étant bien entendu que l'association visée dans les deuxième et troisième parties doit être effectuée conformément aux aspirations réelles de la population et sans qu'aucune pression ait été exercée sur elle.

14. En ce qui concerne la question de compétence, l'Assemblée générale devrait être consultée chaque fois qu'il s'agit de déterminer si un territoire a atteint l'autonomie complète et étant donné qu'elle doit se prononcer sur chaque cas en fonction des éléments qui le caractérisent. Ce n'est que lorsqu'un territoire a atteint le degré d'indépendance qui lui permet d'être admis dans l'Organisation des Nations Unies que peut cesser la communication des renseignements prévus par la Charte.

15. M. DOBROSIELSKI (Pologne) constate que les analyses purement théoriques auxquelles on a procédé depuis plusieurs années n'ont pas permis d'établir une liste définitive et complète de facteurs. Il est à craindre qu'aucun progrès sensible ne puisse être réalisé si l'on continue de traiter la question de façon purement théorique. Pour en avoir la preuve, il suffit de constater que la liste élaborée par le Comité *ad hoc* ne diffère guère de celle de 1952 [résolution 648 (VII) de l'Assemblée générale, annexe] et qu'elle doit simple-

ment avoir la valeur d'un ensemble d'indications générales. Il est difficile d'accepter certains des facteurs qui sont énumérés à la deuxième et à la troisième parties de la liste, et qui ont du reste soulevé des objections de la part des représentants de l'URSS et du Guatemala (322ème et 323ème séances).

16. L'étude de l'historique du problème permet de conclure que les Membres administrants s'efforcent de maintenir la question sur le plan théorique et d'empêcher l'Assemblée générale de prendre les mesures qui s'imposent pour modifier la situation actuelle. Cette situation résulte du refus arbitraire de certains Membres administrants — les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas — de continuer à communiquer des renseignements relatifs aux territoires non autonomes qu'ils administrent, en violation des obligations qu'ils ont acceptées en vertu du Chapitre XI de la Charte. Les Membres administrants ont cessé de communiquer des renseignements au sujet de quinze des soixante-quatorze territoires non autonomes énumérés dans la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale. La tendance à prendre une décision unilatérale persiste, comme le prouve le cas des Antilles néerlandaises, du Surinam et de Porto-Rico. Les Membres administrants prétendent que les territoires non autonomes relèvent de leur compétence exclusive. Or, il s'agit d'un problème international, et l'Organisation des Nations Unies doit attacher un intérêt tout particulier à la situation actuelle et à l'avenir des populations en cause.

17. C'est pourquoi, sans sous-estimer l'importance d'une étude théorique du problème, la délégation polonaise considère qu'il importe de prendre des mesures pratiques pour résoudre la question. Elle espère que l'Assemblée générale élaborera très prochainement un ensemble de principes qui mettront les Membres administrants dans l'impossibilité de prendre unilatéralement la décision de cesser de communiquer des renseignements relatifs aux territoires qu'ils administrent. Les Membres administrants sont tenus de transmettre ces renseignements aussi longtemps que les territoires en question ne sont pas devenus des Etats indépendants et souverains dont la population exerce sans réserves le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. C'est l'Assemblée générale qui est compétente pour décider si un territoire a atteint l'autonomie complète et pour se prononcer sur la cessation de la communication des renseignements. La délégation polonaise appuiera toute proposition positive qui permette de régler le problème dans cet esprit.

18. M. NAJAR (Israël) dit que la délégation israélienne a été quelque peu déconcertée de voir que les débats ont porté essentiellement sur la question de savoir qui devait décider si un territoire non autonome avait réellement accédé à l'autonomie et quand il était devenu autonome. La question de la cessation de la communication des renseignements figurant au point 3 de l'ordre du jour de la Commission, il aurait mieux valu, pour l'avancement des travaux de la Commission, s'attacher davantage à l'étude de la question des facteurs en soi et moins à l'étude des questions relatives à l'emploi de ces facteurs, sources de querelles sur l'interprétation de la Charte; il serait plus fructueux de rechercher la manière de contribuer utilement au règlement humain et constructif des problèmes politiques difficiles et concrets qui se posent à l'Organisation des Nations Unies.

19. La délégation israélienne n'attache pas une importance fondamentale à l'étude des facteurs, car l'expé-



rience que possèdent les soixante Etats Membres est une garantie pratiquement absolue qu'aucun aspect des problèmes rattachés à toutes les formes concevables d'autonomie ou d'indépendance ne peut être perdu de vue au moment de la discussion de tel ou tel cas particulier. Le présent rapport du Comité *ad hoc* ne fait que confirmer la délégation israélienne dans cette manière de voir. En effet, le Comité *ad hoc* était chargé notamment de définir la notion d'autonomie complète aux fins du Chapitre XI. Le problème consisterait à rechercher si elle se situe en deçà de l'indépendance dont parle le Chapitre XII et, dans l'affirmative, si elle se situe au-delà de l'autonomie dans les domaines économique, social et de l'instruction mentionnés à l'Article 73, e. Le Comité a répondu que la définition n'était pas possible et que la notion se dégagerait de l'étude de chaque situation particulière. Le Comité devait également rechercher les critères permettant de décider si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est garanti en ce qui concerne le même chapitre. Aucune condition bien précise ni aucun accord entre les membres du Comité n'ont été atteints. Si l'on examine la liste des facteurs, on est frappé de constater qu'elle ne reflète plus rien de la complexité des problèmes soulevés et des attitudes adoptées par les différents membres du Comité *ad hoc*.

20. La délégation israélienne regrette de constater une fâcheuse tendance à négliger de plus en plus, dans l'étude des voies et moyens destinés à assurer le respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'aspect individuel de ce droit, qui en constitue pourtant la véritable base. Du point de vue historique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes repose sur la liberté et l'égalité des hommes liés par ce qu'on a appelé le contrat social. Il ne faut pas non plus oublier que, dans les quatorze points du président Wilson, il y avait identité entre le principe des nationalités et les principes démocratiques.

21. La première partie de la liste des facteurs traite de l'indépendance; on serait donc fondé à penser, d'après le titre général de la liste contenue dans le paragraphe 41 du document A/2428, que les deuxième et troisième parties traiteraient des autres formes d'autonomie séparée. Or, ces parties traitent de l'autonomie en association permanente avec la métropole et des facteurs permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à la métropole ou à un autre pays et en constitue une partie intégrante.

22. La délégation israélienne estime qu'il était inutile d'introduire dans un rapport fort complexe une liste des facteurs qui semble bien établir que, si les territoires non autonomes doivent un jour accéder à l'indépendance, cette indépendance est cependant susceptible de revêtir les formes les plus diverses selon la volonté librement exprimée des populations intéressées. On peut donc se demander si une analyse théorique plus poussée et de plus en plus délicate des notions d'autonomie et d'indépendance ne risquerait pas de desservir la cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il conviendrait donc de mettre un terme à cette étude des facteurs.

23. Les travaux du Comité *ad hoc* auront toutefois permis de réduire sur un point important l'écart qui existe entre les conceptions des Puissances administrantes et des Puissances non administrantes, puisque le paragraphe 13 du rapport admet que la notion d'autonomie se dégagera de l'examen de chaque situation particulière.

24. Un exemple des débats sans issue dans lesquels la Commission s'engagerait si elle se plaçait constamment sur un terrain doctrinal serait la discussion de la thèse belge selon laquelle le Chapitre XI ne contenant pas de définition limitative des territoires non autonomes, l'Assemblée pourrait en découvrir qui n'auraient pas été déclarés par les Etats responsables. Cependant, il ressort de l'Article 74 qu'un territoire métropolitain ne peut en aucun cas tomber sous le coup des dispositions du Chapitre XI. Serait-il sage de s'engager dans une discussion de la notion de territoire métropolitain?

25. M. DORSINVILLE (Haïti) se félicite de l'évolution qui, en cent cinquante ans, a conduit le monde de la révolte des esclaves de Saint-Domingue à la séance de la présente Commission, où les représentants de nations libres et indépendantes cherchent à fixer les conditions essentielles que doivent réunir, pour accéder à l'autonomie ou à l'indépendance, quelque soixante territoires disséminés à travers le monde et comptant plus de 200 millions d'êtres humains.

26. En dépit de leur bonne volonté, de leur compétence et de leur désir de remplir fidèlement le mandat qui leur était imparti, les membres des divers sous-comités chargés de l'étude des facteurs n'ont pu ni définir le concept d'autonomie complète ni établir une liste des facteurs qui donnât entièrement satisfaction à tous. Le document A/2428 est un exercice intellectuel sans portée pratique: d'une part on reconnaît que l'énumération des facteurs n'est qu'indicative, d'autre part on admet qu'il ne peut y avoir que des cas d'espèce. Le travail accompli n'aura cependant pas été inutile, car il a permis d'examiner dans toutes ses applications juridiques, politiques, économiques et sociales la situation de vastes territoires dont il faut bien se demander quel est leur avenir. M. Dorsinville cite un passage du livre de M. Pierre Ryckmans, *Dominer pour servir*, où s'exprime une profonde sagesse: "Le problème politique ne se pose pas encore au Congo. Il n'est pas temps de le résoudre, mais il est temps déjà d'y penser, de prévoir et de préparer l'avenir... Quand l'heure est venue, les peuples n'attendent pas. Si l'on tarde, ce n'est plus l'émancipation qui termine la crise, c'est la haine, la révolte, la rupture" (p. 74).

27. C'est en vue précisément d'éviter des explosions de haine que la délégation haïtienne a toujours approuvé les différents rapports présentés sur la question des facteurs et qu'elle votera encore pour le document A/2428, bien qu'elle estime que l'unique facteur, en l'occurrence, eût dû être la libre expression de l'opinion des populations. Puisque les Puissances administrantes ont accepté une limitation de leur souveraineté, elles ne sauraient soustraire "arbitrairement" un territoire au régime de l'Article 73. Il devrait être possible d'assurer que les populations expriment leur opinion en toute liberté si les parties intéressées faisaient preuve de bonne volonté et permettaient à l'Organisation des Nations Unies d'exercer le contrôle nécessaire.

28. Devant la nette prise de position des Puissances administrantes, la délégation haïtienne craint que le Chapitre XI de la Charte ne soit très bientôt vidé de son contenu; elle demande, pour apaiser ses scrupules, que l'évolution ait lieu réellement dans le meilleur intérêt des populations des territoires non autonomes, et c'est afin que chaque cas d'espèce soit étudié conformément à des normes guides, convenues et acceptées, qu'elle votera pour l'adoption du rapport A/2428, sans admettre pour autant que les facteurs énumérés dans la liste sont désormais intangibles.



29. M. CHTOKALO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que si certains Membres administrants se dérobent à l'obligation que leur impose la Charte de transmettre des renseignements relatifs aux territoires qu'ils administrent, c'est parce qu'ils veulent dissimuler la situation difficile qui règne dans ces territoires. De nombreux éléments d'information montrent que ces Membres exploitent sans vergogne les populations des territoires en question et que, loin de s'efforcer d'assurer le progrès des populations dans le domaine économique, social et de l'enseignement, ils ne cherchent qu'à obtenir des bénéfices aussi élevés que possible. Il suffit de rappeler à ce propos que le nombre des pétitions et des plaintes adressées à l'Organisation des Nations Unies augmente sans cesse. L'élaboration de facteurs permettant de déterminer si un territoire a ou non accédé à l'autonomie complète doit permettre de mettre les Membres administrants à même de s'acquitter des obligations que la Charte leur impose. La question des facteurs a été longuement discutée sans qu'on y ait apporté de solution satisfaisante et l'on constate une fois de plus que le Comité *ad hoc* n'a pas suivi son mandat. La liste de facteurs qu'il a élaborée est incomplète; il faut l'améliorer. Bien plus, le Comité n'a même pas été en mesure de mettre au point une définition de la notion d'autonomie complète; il a prétendu que l'absence de cette définition n'était pas un inconvénient grave. C'est là une conclusion tout à fait erronée; en effet, comment serait-il possible d'énumérer de façon précise tous les facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer si un territoire est devenu absolument autonome, alors qu'on ignore ce qu'il faut entendre par autonomie complète?

30. La délégation de la RSS d'Ukraine estime que la première partie de la liste approuvée par le Comité *ad hoc* est acceptable, bien qu'il faille y apporter certaines améliorations. Par contre, la deuxième et la troisième partie ne sauraient être retenues, car elles visent non pas l'accès d'un territoire à l'autonomie complète, mais son association, permanente ou non, avec la métropole, c'est-à-dire une limitation de son indépendance. Les facteurs indiqués à la troisième partie donneraient aux Membres administrants le droit de cesser de communiquer des renseignements. Les travaux du Comité *ad hoc* ont donc abouti à un résultat exactement contraire au mandat que l'Assemblée avait donné au Comité. Adopter ces deux dernières parties serait faire le jeu des Puissances coloniales, qui tentent de s'arroger le droit exclusif de régler le destin des territoires non autonomes et dont les vues trouvent une illustration particulièrement frappante dans les réserves de la Belgique que le Comité *ad hoc* a reproduites dans son rapport (par. 40).

31. En terminant, M. Chtokalo exprime l'espoir que la Commission apportera à la liste des facteurs les modifications nécessaires pour que les Puissances administrantes soient mises en demeure de remplir les obligations que la Charte leur impose.

32. M. CAMPOS CATELIN (Argentine) tient tout d'abord à féliciter le Comité *ad hoc* du soin avec lequel il s'est acquitté de sa tâche sous la présidence de M. Khalidy.

33. La délégation argentine approuve sans réserve les conclusions formulées au paragraphe 9 du document A/2428. Les facteurs énumérés dans la liste actuelle ne constituent que de simples indications et n'ont aucun caractère définitif.

34. Comme le représentant du Mexique l'a fait remarquer (322ème séance), le facteur A. 4 de la première

partie de la liste des facteurs n'est pas acceptable. En effet, un Etat a accédé à l'autonomie complète lorsqu'il peut assurer lui-même sa défense nationale et non seulement y participer; en outre, le facteur A. 4 ne peut s'appliquer à l'établissement et à l'utilisation de bases militaires dans un territoire, qui impliqueraient une atteinte à la souveraineté du pays intéressé dont la défense nationale est un attribut essentiel.

35. Il conviendrait de supprimer, dans le titre de la deuxième partie, l'adjectif "permanente", d'autant que l'association visée dans cette partie ne peut avoir d'autre caractère que celui que les parties veulent lui donner, cette association devant toujours jouer au profit du territoire qui a accepté une limitation volontaire de sa souveraineté; or, pareille association pourrait, à une date ultérieure, porter atteinte aux intérêts du territoire en question. En outre, la notion de limitation volontaire de souveraineté est éminemment dangereuse et ne devrait donc pas paraître dans la liste, à moins de l'assortir de la garantie que le représentant du Guatemala a proposée et qui figure au paragraphe 21 du rapport.

36. Certaines délégations ont éprouvé des difficultés à élaborer une définition satisfaisante de la notion de "peuple" en tant que sujet du droit à l'autodétermination. M. Campos Catelin cite à ce propos la définition que le professeur Georges Scelle donne dans son *Précis de droit des gens* et d'après laquelle le peuple est l'entité collective capable d'exercer le droit à l'autodétermination, condition indispensable de son existence; le peuple serait la cohésion des volontés des sujets qui le composent; cette cohésion de volontés implique une unité de buts qui repose sur une unité de traditions, sur un patrimoine commun, historique et spirituel.

37. A propos du paragraphe 40 du rapport du Comité *ad hoc*, la délégation argentine tient à réfuter une fois de plus la thèse soutenue par le représentant de la Belgique. Le fait que les Puissances administrantes aient accepté les dispositions du Chapitre XI de la Charte ne place sous la tutelle de la collectivité internationale que les peuples visés par ce chapitre, dont les dispositions ne s'appliquent qu'aux territoires qui n'ont jamais formé partie intégrante d'un Etat métropolitain ou n'ont jamais été considérés comme en faisant partie. Il est impossible d'invoquer en l'occurrence le paragraphe 7 de l'Article 2, car des questions de cet ordre ne relèvent pas de la compétence intérieure des Puissances administrantes; c'est une position que le Gouvernement argentin a maintes fois défendue. Ces questions sont liées au régime de la protection internationale des territoires non autonomes créé par la Charte et librement accepté par les Puissances administrantes. Ces dernières ont assumé une obligation qui, aux termes mêmes de la Charte, constitue pour elles une mission sacrée. C'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de décider si un territoire a cessé d'être non autonome, ou s'il continue d'être non autonome aux fins du Chapitre XI.

38. La délégation argentine tient à répéter une fois de plus qu'en cas de litige ou de différend, le gouvernement de l'Etat métropolitain administrant n'a pas le droit de modifier le statut politique de ce territoire.

39. Enfin, conformément aux termes de la résolution XXXIII adoptée par la IXème Conférence internationale américaine qui s'est tenue à Bogota en 1948, le Gouvernement de la République Argentine estime que "le processus historique de l'émancipation de l'Amérique ne sera pas terminé tant qu'il existera sur le continent des peuples et des régions soumis au régime colonial ou des territoires occupés par des pays non américains".

40. M. S. S. LIU (Chine) estime que l'étude de la question des facteurs, qui a fait l'objet de longs et fructueux travaux tant à la Commission qu'aux divers sous-comités, est parvenue, avec l'élaboration de la liste actuelle, à un stade où il serait certes possible de perfectionner et de préciser cette liste, mais où il devient inutile pour l'instant de poursuivre les efforts dans ce sens, comme le Comité *ad hoc* l'indique au paragraphe 9 de son rapport. La présente liste peut servir utilement de guide pour décider si un territoire a atteint ou non une complète autonomie. Mais il ressort nettement des termes de la résolution 648 (VII) que la décision n'appartient pas unilatéralement au Membre administrant; c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de trancher en dernier ressort. Cette thèse est en conformité absolue avec la théorie de la responsabilité internationale à peu près universellement admise aujourd'hui.

41. La délégation chinoise accueillerait avec la plus vive satisfaction la cessation de toute communication de renseignements relatifs aux territoires non autonomes s'il fallait voir là une preuve que tous les territoires non autonomes sans exception ont accédé à l'indépendance, atteignant ainsi l'objectif que vise le Chapitre XI de la Charte. Mais, tant qu'il existera des territoires qui ne jouissent pas encore de l'autonomie complète, les Membres administrants devront continuer à fournir des renseignements. C'est de cette manière seulement que l'Assemblée générale peut assurer la protection des peuples non autonomes et sauvegarder leurs droits et leurs intérêts légitimes.

42. La délégation chinoise tient à formuler trois observations à propos de la théorie, maintes fois défendue par certaines Puissances administrantes, selon laquelle les dispositions du Chapitre XI s'appliquent non seulement aux territoires non autonomes mais également à certains Etats indépendants dont la population ou une fraction de la population ne jouit pas d'une complète autonomie. En premier lieu, le titre même du Chapitre XI indique que ce chapitre vise exclusivement les territoires non autonomes. En deuxième lieu, les Membres administrants, qui ont accusé certains Membres non administrants de sortir du cadre des dispositions du Chapitre XI, seraient malvenus à essayer d'étendre l'application de ce chapitre sans y être légalement fondés. Enfin, l'élargissement de la portée du Chapitre XI ne saurait aucunement dégager les Membres administrants des obligations qu'ils ont assumées à l'égard des territoires non autonomes qui sont réellement visés par ce chapitre.

43. En conclusion, la délégation chinoise est disposée à appuyer tout projet de résolution qui s'inspire des conclusions formulées par le Comité *ad hoc*; elle se réserve le droit d'intervenir ultérieurement à ce sujet.

44. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) constate avec satisfaction que le rapport du Comité *ad hoc* tient compte des diverses questions de nature juridique que la délégation de la République Dominicaine a soulevées dès le début de l'étude de la question des facteurs. Cette étude peut permettre d'élaborer des principes qui s'inscriront éventuellement dans le droit international.

45. Le Chapitre XI de la Charte présente une importance toute particulière; d'une part, il donne aux populations des territoires non autonomes l'espoir que leurs aspirations à l'indépendance et à la liberté seront un jour réalisées; d'autre part, il est un témoignage de la bonne volonté avec laquelle les Puissances métropolitaines ont accepté, à San-Francisco, de se charger de la

mission sacrée de favoriser la prospérité des populations des territoires non autonomes. M. de Marchena rappelle que sa délégation a vivement admiré la générosité des Puissances qui ont souscrit aux obligations énoncées dans le Chapitre XI.

46. Etant donné l'importance capitale du Chapitre XI, il convient d'en préciser la véritable portée, car, depuis la Conférence de San-Francisco, il a donné lieu à de nombreuses interprétations divergentes. Alors que les Nations Unies envisagent actuellement, conformément aux dispositions de l'Article 109, de procéder à une révision de la Charte, il serait utile de renforcer l'efficacité du Chapitre XI en y introduisant une définition de la notion de complète autonomie. C'est là une tâche fort ardue, ainsi que le sait fort bien le représentant de la République Dominicaine, qui a participé aux efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies en vue de donner une définition de l'agression. La difficulté vient en grande partie de ce qu'il existe diverses manières de concevoir une définition: une définition doit-elle être générique, descriptive, énumérative, ou doit-elle participer de ces trois caractères? Dans la première partie de la liste des facteurs, le Comité *ad hoc* est parvenu à donner une définition de l'indépendance par énumération. Il convient de le féliciter de cette brillante réussite.

47. M. de Marchena est convaincu que la liste des facteurs ne saurait jamais être définitive ni complète, mais qu'elle constituera toujours un guide permettant d'étudier chaque cas particulier en fonction des circonstances qui lui sont propres. La liste actuelle paraît tout à fait rationnelle; elle comble une lacune dans l'interprétation du Chapitre XI et permet une meilleure mise en œuvre de la résolution 222 (III) de l'Assemblée générale. La délégation de la République Dominicaine estime que la Commission pourrait maintenant recommander à l'Assemblée générale de mettre fin à l'étude de la question des facteurs, car les résultats obtenus sont assez satisfaisants pour que ce point disparaisse de l'ordre du jour.

48. La première partie de la liste des facteurs renferme de très précieux critères sur lesquels on pourra désormais se fonder pour conclure qu'une population a accédé à l'indépendance. En ce qui concerne les deux autres parties, M. de Marchena souligne que toute entité collective, lorsqu'elle en exprime le désir, doit avoir le droit de dissocier ses institutions politiques et parlementaires de celles de l'Etat métropolitain auquel elle était rattachée par des liens historiques. Dans le cas d'association avec la métropole ou avec un autre pays, le critère fondamental est l'opinion librement exprimée de la population du territoire intéressé; il convient d'adopter en cette matière des formules souples conformes aux conceptions modernes.

49. La délégation de la République Dominicaine est disposée à appuyer toute proposition visant à recommander l'utilisation de la présente liste de facteurs comme guide lorsqu'il s'agira de déterminer si un territoire s'administre ou non complètement lui-même, étant bien entendu que le facteur primordial doit demeurer l'opinion, librement exprimée par des voies démocratiques, des populations des territoires intéressés.

50. Le PRESIDENT propose, puisqu'il n'y a plus d'orateurs inscrits au sujet de la question des facteurs, de renvoyer la suite de l'examen de cette question à la séance suivante et d'aborder dès maintenant la question des renseignements relatifs aux territoires non autonomes transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte.

## Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte

[Point 32\*]

### DISCUSSION GÉNÉRALE

51. M. HOPKINSON (Royaume-Uni) rappelle que lors de la septième session, à la Quatrième Commission (251ème séance), il avait ouvert la discussion générale sur le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (A/2219 et Corr.1) en faisant un exposé général de la politique suivie et de l'œuvre accomplie par le Royaume-Uni dans les territoires qu'il administre. Cette année, M. Hopkinson aurait aimé participer plus longuement aux débats. Malheureusement, en sa qualité de Ministre des colonies, il a un programme de travail extrêmement chargé qui l'oblige à quitter New-York sous peu. C'est pourquoi il a demandé à prendre la parole dès maintenant.

52. Le présent rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (A/2463) traite, au chapitre VI, de la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes, objet principal de ses travaux de cette année. La deuxième partie du document contient en outre un rapport spécial du Comité sur l'éducation dans les territoires non autonomes.

53. M. Hopkinson s'intéresse personnellement au problème de l'éducation, car il préside le Comité consultatif que le Secrétaire d'Etat aux colonies du Royaume-Uni a institué pour lui donner des avis sur les questions relatives à l'enseignement. Ce comité, créé en 1929, avait à l'origine pour mandat de donner des avis au Secrétaire d'Etat en vue de l'élaboration de la politique de l'enseignement dans les territoires sous administration britannique. Par suite de l'évolution, d'ordre constitutionnel et autre, qui s'est produite dans les colonies, la nature des travaux de ce comité consultatif a beaucoup changé au cours de ces dernières années. Alors que dans le passé la politique de l'enseignement était définie à Londres, le développement considérable de l'initiative locale en matière d'enseignement et l'extension des pouvoirs et des attributions des corps législatifs des territoires coloniaux ont modifié sensiblement le rôle du Comité consultatif. Certes, lorsqu'un avis extérieur leur paraît nécessaire, les autorités locales renvoient encore certaines questions au Secrétaire d'Etat, qui les fait examiner par le Comité consultatif. Mais, actuellement, le Comité peut être considéré beaucoup plus comme un groupe d'experts chargés d'offrir à la demande des autorités des territoires coloniaux une assistance technique d'un ordre supérieur. Cette évolution illustre la nature des rapports qui existent maintenant entre le gouvernement métropolitain et les territoires dont il a la responsabilité.

54. En ce qui concerne le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le représentant du Royaume-Uni déclare que sa délégation le considère comme l'expression d'une opinion générale qu'elle respecte et dont elle fera part aux autorités des territoires sous administration britannique, pour qu'elles en tiennent compte dans la mesure qu'elles jugeront appropriée lorsqu'elles élaboreront et appliqueront leur politique scolaire, tout comme elles tiendraient compte des avis du Comité consultatif du Secrétaire d'Etat aux colonies.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

55. Le représentant du Royaume-Uni croit cependant devoir faire une légère critique. A son avis, le rapport du Comité insiste peut-être un peu trop sur la nécessité de développer rapidement l'instruction primaire. Certes, la lutte contre l'analphabétisme est d'une importance vitale, mais la délégation du Royaume-Uni considère aussi qu'un territoire doit assurer un certain équilibre à tous les degrés du développement de l'instruction. Il ne peut exister un système efficace d'enseignement primaire sans un système satisfaisant de formation du personnel enseignant. Un tel système ne peut être édifié sans un nombre suffisant d'écoles secondaires qui assurent la formation des maîtres. Il ne faut pas sacrifier la qualité à la quantité, car on risque de causer un grave préjudice au développement des territoires. Si l'on n'insiste pas sur la qualité et sur l'enseignement général, professionnel et technique, on ne saurait espérer atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 12 du rapport spécial sur l'éducation.

56. Le but fondamental de la politique scolaire du Royaume-Uni est de développer la capacité à assumer des responsabilités. Les objectifs du Chapitre XI de la Charte ne pourront pas être atteints si les Membres administrants des territoires non autonomes ne s'efforcent pas constamment d'imposer une responsabilité de plus en plus grande à un nombre de plus en plus élevé d'habitants des territoires. Toutefois, ce transfert actif des responsabilités, dont les territoires administrés par le Royaume-Uni offrent plusieurs exemples récents et importants, ne peut pas s'effectuer aveuglément. Par exemple, le Gouvernement du Royaume-Uni ne croit pas que sous le seul prétexte qu'il existe dans un territoire quelconque une poignée de politiciens brillants et instruits, ce territoire a nécessairement atteint le degré de maturité nécessaire pour assumer la responsabilité complète de ses propres affaires.

57. Il faut établir les bases d'une démocratie stable. Une compétence éclairée doit exister à tous les niveaux de la société et un afflux de gens éduqués et disciplinés doit permettre de remplacer les quelques individus brillants que l'on trouvera dans les territoires, comme on les trouve dans la plupart des pays du monde. Le Gouvernement du Royaume-Uni est convaincu qu'il faillirait à son devoir s'il abandonnait tous les pouvoirs aux populations des territoires qu'il administre tant que ces territoires n'auront acquis qu'un sens superficiel de la discipline et de la responsabilité. Dans certains cas il faut courir des risques, mais si l'on court ces risques il faut être toujours prêt à reconnaître une erreur quand on la voit. Si l'on ne fait pas preuve de prudence, on pourrait très bien, après un demi-siècle de construction patiente de la démocratie, retomber dans l'instabilité, et la majeure partie de la population, au lieu de participer à la conduite de ses propres affaires, serait abandonnée à la tyrannie et à l'inexpérience d'une oligarchie locale.

58. La délégation du Royaume-Uni estime que l'une des principales raisons pour lesquelles un certain nombre de territoires britanniques sont passés si facilement du régime impérial ou colonial à l'indépendance est que depuis longtemps l'administration britannique avait créé un corps de fonctionnaires compétents et instruits et une magistrature impartiale.

59. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'enseignement supérieur pour la formation des chefs, car cet enseignement permet de développer le sens des valeurs. M. Hopkinson rappelle qu'en 1952 il y avait approximativement 3.500 étudiants à temps complet dans les établissements d'enseignement supérieur des terri-



toires administrés par le Royaume-Uni, à savoir les trois universités de Malte, de Hong-kong et de Malaisie britannique et les collèges universitaires des Antilles britanniques, de l'Afrique orientale, de la Côte-de-l'Or et de la Nigéria. Le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention de créer prochainement une université en Afrique centrale.

60. Aucun système d'enseignement ne saurait se développer ni même survivre s'il n'est alimenté par des ressources croissantes provenant de la prospérité économique. Puisque le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes se penchera de nouveau l'année prochaine sur les problèmes que pose le développement économique, il est peut-être bon de rappeler que, dans les territoires qu'administre le Royaume-Uni, le problème essentiel est celui de l'utilisation rationnelle des terres. M. Hopkinson souligne que, dans les pays à économie agricole, les populations doivent être conscientes du devoir impérieux de développer et de conserver les ressources de leurs terres, d'autant plus que dans de nombreux pays le problème du surpeuplement est de plus en plus grave. M. Hopkinson énumère les raisons de ce phénomène ainsi que les raisons pour lesquelles, malgré les ressources de la science agricole moderne, le rendement des terres n'a pas augmenté dans la même proportion que le chiffre de la population. Comme on l'a dit justement, "un sol pauvre signifie une population pauvre et une population pauvre rend le sol encore plus pauvre". Il convient de changer le régime foncier et les méthodes agricoles, et de le faire d'une manière et à une cadence qui ne risquent pas de briser l'édifice de la société. On entend parfois demander, dans certains territoires de l'Afrique orientale et de l'Afrique occidentale, que de petites superficies de terres cultivées de manière efficace depuis des générations par des communautés européennes soient transférées à des tribus africaines. Une telle mesure pourrait tout au plus apporter un soulagement très faible et temporaire à la congestion africaine. Ce genre d'expropriation, qui livrerait à la destruction des terres convenablement cultivées, ne serait pas seulement un acte d'injustice mais une folie. Le Gouvernement du Royaume-Uni étudie actuellement les meilleurs moyens d'utiliser les vastes superficies de terres inexploitées ou insuffisamment exploitées qui existent encore en Afrique, en les mettant en culture de façon efficace et permanente.

61. Toutefois, l'agriculture ne doit pas être l'élément unique de la prospérité économique des territoires. Une certaine industrialisation est nécessaire pour absorber au moins une partie du surpeuplement. La production de force motrice à bon marché est nécessaire pour l'exécution de n'importe quel programme d'industrialisation. A ce propos, M. Hopkinson cite deux grands projets d'aménagement hydro-électrique en Afrique: l'aménagement de la Volta, en Côte-de-l'Or, dont la construction coûtera 144 millions de livres sterling, sur lesquels 57 millions seront fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni, 42 millions par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et le reste par la Compagnie canadienne d'aluminium qui participe à la réalisation de cette entreprise, et d'autre part le barrage que l'on construit aux chutes Owen, en Ouganda. Non seulement ce barrage stimulera le développement industriel de l'Ouganda, mais il permettra en outre de régulariser les eaux du Nil. Le Royaume-Uni travaille à ce projet en collaboration étroite avec les gouvernements des autres pays intéressés, notamment le Gouvernement égyptien.

62. Des développements de ce genre dans le domaine économique posent inévitablement des problèmes sociaux: problème du logement, transformation de la société tribale, relations entre les diverses races, etc. La notion d'association entre les différentes races est une notion juste; elle est la seule qui permette d'espérer l'avènement d'un monde dans lequel les différences de races ne seront pas une source de discorde mais fourniront plutôt l'occasion aux meilleurs éléments de toutes les races de se fondre en une société forte et harmonieuse.

63. Faisant allusion à une remarque que le représentant du Liban a faite à la 447<sup>ème</sup> séance plénière, M. Hopkinson croit lui aussi que le monde moderne exige quelque chose de plus qu'une fragmentation fondée sur la notion surannée du nationalisme pur. Le monde évolue sans aucun doute vers la création de groupes plus importants et vers une cohésion et une stabilité fondées sur ce qui unit les hommes plutôt que ce qui les sépare. Cette évolution se produit en Europe, et la délégitimation du Royaume-Uni est convaincue qu'elle se produira inévitablement dans le monde entier. Le Royaume-Uni attache la plus grande importance au développement de la coopération internationale pour assurer le progrès des territoires non autonomes. Il contribuera pour sa part énergiquement à la formation de groupements régionaux chargés de résoudre les problèmes techniques communs.

64. Le Royaume-Uni constate avec plaisir l'intérêt que les institutions spécialisées des Nations Unies portent, dans le domaine de l'assistance technique, aux territoires non autonomes et considère que l'un de ses principaux devoirs envers les territoires non autonomes consiste à favoriser l'exécution d'un programme efficace d'assistance technique. L'aide qu'il apporte déjà aux territoires qu'il administre peut soutenir la comparaison avec celle qui est mise à la disposition de n'importe quel autre pays dans le monde. Il considère cependant qu'il est extrêmement utile de collaborer dans ce domaine avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Seules des raisons financières empêchent les territoires britanniques de participer dans une plus grande mesure à l'exécution du programme élargi d'assistance technique. Les demandes que le Royaume-Uni a faites dépassent le montant des ressources qui peuvent lui être allouées. Le Royaume-Uni est très heureux que l'Administration de l'assistance technique examine ses demandes dans un esprit de compréhension et il est satisfait de l'énergie et de l'efficacité avec lesquelles elle a fourni des services très divers aux territoires britanniques.

65. Pour conclure, le représentant du Royaume-Uni tient à affirmer que son pays ne souscrira jamais à l'opinion selon laquelle il doit y avoir deux camps à la Quatrième Commission, le camp peu nombreux des Puissances administrantes, c'est-à-dire des Puissances qui, par définition, peuvent être considérées comme des pays réactionnaires pratiquant l'obstruction, et le camp important des pays qui n'administrent pas de territoires et qui, par définition, sont censés avoir le monopole des bonnes intentions. Le Royaume-Uni est convaincu que les objectifs fondamentaux de tous sont les mêmes. Il ne croit pas que les problèmes soient toujours abordés sans un certain degré de parti pris et sans un certain degré d'ignorance.

66. M. Hopkinson considère qu'il est de la plus haute importance, pour l'utilité des travaux de la Quatrième Commission et pour le prestige de l'Organisation des

Nations Unies, que les discussions et recommandations de la Quatrième Commission reposent sur une évaluation exacte du caractère des problèmes et une compréhension généreuse des difficultés à résoudre. Pour sa part, le Royaume-Uni s'est toujours efforcé d'envoyer aux réunions de ce genre, notamment à celles du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, des représentants qui peuvent parler avec autorité et compétence des problèmes qui se posent dans les territoires administrés par le Royaume-Uni. Il serait peut-être très utile que d'autres Etats Membres s'efforcent de faire de même.

67. Au cours du débat qui s'engage, la délégation du Royaume-Uni présentera des propositions concrètes tendant à ce que les questions que la Quatrième Commission examine soient traitées non pas dans un cadre politique préconçu, mais en tant que problèmes mondiaux à la solution desquels tous les pays peuvent contribuer.

68. Il est impossible d'apporter aux problèmes humains que la Quatrième Commission est appelée à traiter une solution absolument isolée. La plupart d'entre eux dépassent le cadre du mandat de la Quatrième Commission et relèvent également de la compétence d'autres commissions de l'Assemblée. Ces problèmes ne peuvent être jugés qu'en fonction des réalisations de chaque pays, car, en somme, seules les connaissances acquises dans sa propre administration apprennent à un pays à juger du succès ou de l'échec des autres. Si, comme c'était certainement l'intention des rédacteurs de la Charte, les Etats Membres peuvent collaborer dans un esprit d'équipe, s'ils peuvent dissiper certains doutes et des soupçons qui existent de part et d'autre, s'ils peuvent apporter à l'œuvre commune le maximum de sagesse et de connaissances techniques qu'ils ont acquises individuellement, il est probable que les travaux de la Quatrième Commission progresseront harmonieusement et rapidement vers le but que toutes les nations cherchent à atteindre: le progrès politique, économique, social et scolaire des populations des territoires intéressés.

69. M. CAMPOS CATELIN (Argentine) déclare qu'il fait, au nom de son gouvernement, une réserve formelle: le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni communique des renseignements sur les îles Malouines — improprement dénommées îles Falkland dans le document A/2413 — n'affecte nullement la souveraineté argentine sur ce territoire, dont le Royaume-Uni s'est assuré l'occupation grâce à un coup de force que la République Argentine n'acceptera jamais. M. Campos Catelin ajoute qu'il affirme de nouveau les droits inaliénables et imprescriptibles de la République Argentine sur les îles Malouines, la Géorgie du Sud, les Sandwich du Sud et la zone antarctique argentine, qui font partie

intégrante du territoire argentin. Il demande au Secrétariat d'employer l'expression *Islas Malvinas* dans tous les documents rédigés en espagnol.

70. M. HOPKINSON (Royaume-Uni) répond que son gouvernement est souverain sur ce territoire, dont les populations, de souche purement anglaise, ne parlent que l'anglais. Le représentant du Royaume-Uni affirme les droits de souveraineté de son pays sur les îles en question et demande que tous les documents rédigés en anglais portent le nom exact de ces îles, à savoir: îles Falkland.

### Comptes rendus de la Commission

71. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) tient à protester contre le fait que le compte rendu de la 321ème séance de la Quatrième Commission consacre douze lignes seulement à la déclaration faite par la délégation de la République Dominicaine, alors que le texte complet de cette déclaration, qui a été remis aux rédacteurs de séance, était de cinquante-cinq lignes en espagnol. Il demande que son intervention soit introduite dans ledit compte rendu sans mutilation.

72. La façon dont cette déclaration a été résumée est d'autant plus regrettable qu'il s'agissait d'une question très importante: la demande d'audience du président du Puerto Rican Independence Party. La délégation de la République Dominicaine a déclaré en effet à cette occasion que son pays a toujours entretenu les meilleurs rapports avec le peuple porto-ricain. M. de Marchena se demande pourquoi on a jugé bon d'omettre ce passage et pourquoi sa déclaration a été réduite dans des proportions beaucoup plus grandes que les déclarations faites par d'autres délégations.

73. Il signale en plus qu'à son avis la méthode des comptes rendus est défectueuse. En effet, déclare-t-il, les interventions des délégations de langue espagnole sont traduites en anglais ou en français et ensuite retraduites en espagnol, d'où résultent des erreurs et des contresens fréquents dans le résumé des interventions faites en langue espagnole. Il a à se plaindre, en plus, du fait que les corrections aux comptes rendus ne sont acceptées par le Secrétariat qu'en anglais ou en français et non en espagnol.

74. La délégation de la République Dominicaine demande que sa réclamation figure au procès-verbal et, s'il n'en était pas tenu compte, elle se verrait obligée de demander au Président de convoquer devant la Quatrième Commission les fonctionnaires responsables.

75. Le PRESIDENT est certain que le Secrétariat fera le nécessaire pour donner satisfaction à la délégation de la République Dominicaine.

La séance est levée à 18 h. 15.